

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, créée en 1993, est un réseau de 41 organisations de solidarité internationale engagées en faveur d'une paix juste et durable entre les peuples palestinien et israélien. La Plateforme oeuvre en ce sens en soutenant les revendications de ses partenaires palestiniens et israéliens.

## La question de Palestine, toujours cruciale

Longtemps considérée comme *“la mère de toutes les guerres”* au Moyen-Orient, avec les conséquences inévitables sur l'équilibre du monde, la question de Palestine semble s'être effacée du devant de la scène au profit de très graves problèmes de terrorisme ou de la question syrienne qui mobilisent dirigeants et grands médias du monde.



Drapeau palestinien à Ramallah

© photo :  
Chetanya Robinson

Pourtant sur le terrain proche-oriental, peu de choses ont changé. L'occupation de la Palestine (colonisation effrénée en Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, accompagnée d'une extrême violence des colons, blocus de Gaza, quasi invivable aujourd'hui (page 4)) se poursuit malgré les condamnations récurrentes de la colonisation par les grandes puissances garantes du droit international. Ce droit est constamment violé, comme en témoignent les arrestations brutales qui ciblent surtout les enfants palestiniens (page 2), le sort réservé aux prisonniers illégalement détenus en Israël est inacceptable, tout comme celui des millions de réfugiés parqués dans des camps insalubres privés de tout, en Palestine occupée ou dans les pays voisins (page 3). C'est le contexte politique qui change et se fige dans un climat d'impunité.

L'Autorité palestinienne est dans une impasse, qu'il s'agisse de l'unité nationale avec le Hamas qui tient Gaza ou de la réaction à l'occupation israélienne. M. Abbas, souvent perçu comme illégitime et inefficace au mieux, a choisi de maintenir la coopération sécuritaire *“sacrée”* avec Israël et de réprimer les manifestations sous couvert de protection des jeunes Palestiniens.

La direction israélienne semble se déplacer irrémédiablement vers la droite la plus extrême, comme le montre la nomination au poste essentiel de ministre de la Défense d'Avigdor Lieberman, colon et va-t'en-guerre avéré.

Le refus affiché par Netanyahu de toute action internationale – la dernière réunion à Paris, aussi limités qu'en aient été les objectifs, ou le plan de la Ligue arabe de 2002 réactualisé – vise à maintenir un tête-à-tête stérile et inégal entre occupant et occupé,

afin de prolonger le statu quo colonial. Quand l'exaspération des Palestiniens se manifeste par d'inévitables actes de violence, la réaction israélienne est encore plus de répression, de punitions collectives, de violations du droit malgré les voix qui commencent à se faire entendre, ironie de l'histoire, chez certains chefs militaires ou du renseignement. Le maire de Tel-Aviv vient de déclarer que *“l'occupation est l'un des facteurs qui amènent des Palestiniens au terrorisme”*.

Quelle que soit la forme que prend la résistance, elle n'existe pas sans occupation. Une évidence que connaissent les peuples qui ont été occupés, comme la France, et que semblent malheureusement oublier les relais en France de la politique extrémiste des dirigeants israéliens, jusque dans les hautes sphères de l'Etat. Au risque *“d'importer le conflit”* et de fragiliser encore notre société //



# Enfances brisées : les mineurs palestiniens dans le viseur de la répression israélienne

**Alors que le Comité des Nations unies contre la torture rendait ses conclusions à l'Etat d'Israël le vendredi 13 mai 2016, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine publiait un rapport sur les multiples violations des droits de l'Homme dont sont victimes les mineurs palestiniens aux mains des forces armées et de la police israéliennes.**

Chaque année, des centaines de mineurs palestiniens passent par les prisons militaires israéliennes. En mai 2016, 414 mineurs étaient ainsi emprisonnés, la majorité étant accusée d'avoir jeté des pierres, un "crime" passible de 20 ans d'emprisonnement.

Basé sur des témoignages d'enfants de Cisjordanie occupée, de leurs familles, de défenseurs des droits de l'Homme pales-

teniens et israéliens, de travailleurs sociaux et de psychologues, "Enfances brisées" retrace le parcours subi par un enfant palestinien de son arrestation à sa libération. Une épreuve à laquelle presque aucune famille palestinienne n'échappe tant les arrestations sont arbitraires et répandues ; l'incarcération des mineurs est au cœur d'un système de répression de la société palestinienne dans son ensemble.

Arrêtés en pleine nuit ou sur le chemin de l'école, les mineurs sont emmenés seuls, sans avocat ni parent, pour un long transfert vers le centre d'interrogatoire (situé la plupart du temps dans une colonie illégale) puis vers le centre de détention. Pendant ces longues heures les enfants sont souvent sujets aux gifles, coups, menaces de tortures, insultes etc. L'isolement cellulaire est aussi un moyen courant de faire pression sur le détenu (un sur 10 est soumis à l'isolement pour une durée moyenne de treize jours). Le but ? Le faire craquer pour qu'il signe des aveux, mais aussi le punir et le dissuader, lui et sa famille, de résister à l'occupation. Et cela en toute impunité. Dans les faits, la plupart des accusés acceptent de plaider coupable, issue la plus

favorable pour sortir au plus vite malgré l'iniquité de la procédure ; les trois quarts d'entre eux font tout de même l'objet d'une peine d'emprisonnement ferme allant de trois mois à un an. En outre, en octobre 2015, les autorités israéliennes ont renoué avec la détention administrative de mineurs palestiniens, après avoir suspendu cette pratique pendant quatre ans. Elle leur permet de détenir une personne pour une période de six mois, renouvelable indéfiniment, sans inculpation ni procès, en violation du droit international. Depuis octobre, au moins dix mineurs ont été placés en détention administrative.

Les mineurs palestiniens sortent brisés du système de détention militaire israélien qui a sur eux de lourdes conséquences physiques et surtout psychologiques sur le long terme. La société palestinienne dans son ensemble est déstructurée par le sort que les autorités israéliennes réservent à ses enfants. En brisant ces enfances, c'est l'avenir du processus de paix qu'Israël détruit //





Une ruelle du camp de réfugiés palestiniens de Bourj el-Barajneh au Liban

© photo : Al Jazeera English.

# Les réfugiés palestiniens du Liban, l'oubli ?

**La question de Palestine est depuis près de 70 ans une longue histoire d'injustice et de spoliation. Les premières victimes en furent les quelque 800 000 Palestiniens qui furent chassés de leur terre dès 1947 et devinrent, dans ce soubresaut de l'histoire coloniale, des réfugiés.**

Aujourd'hui, après des décennies d'occupation et de résistance, de plans de paix jamais aboutis, la question des réfugiés — plus de 5 millions recensés par l'UNWRA en 2014 en Palestine occupée ou dans les pays voisins — reste cruciale et ressort avec d'autant plus d'acuité que la crise syrienne accroît considérablement les difficultés, au Liban particulièrement. Environ 400 000 Palestiniens tentent d'y vivre — survivre — dans ou près de 12 camps où la situation sanitaire, sociale et humaine, est catastrophique. L'extrême pauvreté de la majorité des réfugiés (60 % sont sous le seuil de pauvreté), le taux de chômage élevé (60 % sur l'ensemble des camps) et l'absence de perspectives sont un défi majeur.

L'UNWRA, créée en 1949 par les Nations unies (résolution 302 de l'Assemblée générale) pour aider les réfugiés palestiniens dans leur exil que l'on pensait alors temporaire, apporte des services, à défaut de protection, mais ses moyens sont restreints et dépendent de la bonne volonté de 70 pays donateurs et de leurs agendas politiques propres. Le budget fluctue en fonction des apports et des pressions et il décroît. Le désengagement observé affecte gravement la santé et l'éducation dans les camps, dépourvus par ailleurs des services de base.

**L'arrivée de Syrie de milliers de réfugiés** ajoute à la crise structurelle. Les moyens supplémentaires affectés aux nouveaux venus sont très insuffisants et le recours aux ONG de la solidarité est indispensable. L'afflux des réfugiés palestiniens ajoute encore à la surpopulation des camps. Quant aux réfugiés syriens, ils ne dépendent pas de l'UNWRA, mais la pression humaine, politique et démographique qu'ils induisent réduit d'autant l'attention portée aux réfugiés palestiniens.

**Dans les camps**, le désespoir de la jeunesse et la perception grandissante d'isolement et d'abandon par la communauté internationale, y compris l'OLP et l'Autorité palestinienne ou le Hamas, entraînent la tentation de l'embrigadement (à Ein el Helweh la présence de jihadistes est avérée) ou du départ. Si le retour en Palestine

reste l'objectif final, comme en atteste la précieuse clé de la maison originelle en Palestine, le caractère insupportable de la vie au Liban le relègue au second plan pour beaucoup de jeunes Palestiniens. Ce désintérêt international concerne aussi les grandes ONG humanitaires et l'UNWRA. Selon les associations (Najdeh, Beit Atfal as-Soumoud, Ajial, Amel) qui y suppléent au mieux, le désengagement de l'UNWRA n'est ni un hasard ni une fatalité, l'UNWRA n'existant que tant que le dossier des réfugiés n'est pas clos. Les dirigeants israéliens et leurs alliés veulent le clore par la disparition des réfugiés en amenant les pays hôtes à les intégrer. Mais pour les réfugiés la seule solution acceptable est le retour, en application du droit international (résolution 194 des Nations unies de décembre 1948). La situation est moins critique qu'au Liban pour les réfugiés de Jordanie ou de Palestine — tout au moins en Cisjordanie, la situation de Gaza assiégée étant considérablement aggravée par les attaques militaires israéliennes répétées — mais l'exigence du droit fondamental au retour y est tout aussi forte.

Le mandat de l'UNWRA sera renouvelé - ou pas - en 2019. Pour nos partenaires au Liban il est indispensable qu'il le soit, mais dans des conditions où la transparence, l'initiative et la responsabilité prévaudront, en attendant le retour //



**Ambulance détruite à Shajayah, bande de Gaza, le 6 août 2014 pendant le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas.**

© photo : Boris Niehaus

# 10 ans de blocus : n'abandonnons pas Gaza !

**Le blocus féroce qu'Israël impose à Gaza et sa population, terriblement aggravé par trois offensives militaires et la fermeture par l'Égypte au Sud, dure depuis presque 10 ans. Cette situation n'est pas une fatalité, pour peu que les États partenaires d'Israël sortent de leur incroyable passivité et exercent des mesures contraignantes pour que le droit international et toutes les décisions de l'ONU soient appliqués.**

N'oublions pas Gaza, qui subit depuis bientôt 10 ans un blocus inhumain et cruel et qui continue à résister dignement, en essayant de mener une vie "normale" malgré les extraordinaires difficultés. Il faut se rappeler que ce petit territoire a dû faire face à trois agressions militaires en dix ans et que la dernière, en 2014, a causé des ravages inouïs. Des milliers de morts, de blessés, de mutilés, d'innombrables destructions de maisons, d'infrastructures qui ont ruiné l'économie. Aujourd'hui encore on constate une progression impressionnante des troubles de stress post-traumatique dans la population. Ce sont les enfants et

les jeunes qui sont parmi les plus touchés, alors qu'un nombre grandissant d'entre eux se voit contraint de travailler pour subvenir aux besoins de leur famille, pour un salaire misérable.

Gaza reste un territoire coupé du monde dont tous les accès par terre, mer ou air sont étroitement contrôlés par Israël. Le seul autre point de passage, à Rafah, est très fréquemment fermé par l'Égypte. Gaza manque de tout, les produits n'entrent qu'au compte-goutte et les exportations sont fortement entravées. La reconstruction est très lente et des pénuries d'eau et d'électricité compliquent gravement la vie quotidienne des habitants. 80 % des 1,9 million d'habitants restent tributaires de l'aide humanitaire.

Parfois, Israël élargit la zone de pêche de 6 à 9 miles nautiques, mais les embarcations sont régulièrement la cible de tirs et de bombardements alors même qu'elles naviguent dans les espaces "autorisés". De même les paysans sont fréquemment ciblés.

Il faut aussi souligner la persévérance des services diplomatiques français, qui, seuls parmi les États occidentaux, maintiennent coûte que coûte un Institut français ouvert à Gaza.

Les dirigeants des pays occidentaux s'émeuvent régulièrement de "l'impasse" des négociations entre Israéliens et Pales-

teniens. La dernière initiative française s'est lamentablement conclue par un renvoi à plus tard. Les gouvernements européens, France en tête, doivent faire réellement pression sur Israël, prendre des sanctions pour qu'enfin cet État se conforme au droit international, respecte les conventions de Genève et mette fin au blocus de Gaza. Il faut suspendre l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël, dans la mesure où celui-ci est conditionné au respect des droits de l'Homme (article 2). Le Parlement européen en a bien voté le principe mais les Conseils Européens, de ministres ou de chefs d'État n'ont jamais pu s'accorder sur cette nécessité //

## POUR EN SAVOIR + :

<http://plateforme-palestine.org/Gaza>

## Le Bateau des femmes pour Gaza

Dans la continuation des Flottilles de la Liberté qui, depuis 2008, ont tenté de se rendre à Gaza pour témoigner de la solidarité internationale aux Palestiniens de Gaza sous blocus depuis 2006, un bateau va à nouveau prendre la mer en septembre 2016 ; un bateau de femmes, personnalités ou "simples" citoyennes. L'initiative a d'ores et déjà été soutenue par des ONG, dont la Plateforme Palestine, ainsi que des parlementaires européens //

**INFOS PALESTINE N° 56 - DIRECTRICE DE PUBLICATION :** Claude Léostic - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Alice Garcia, Claude Léostic, AFPS, Cimade, LDH.

## PLATEFORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE

14, passage Dubail, 75010 Paris | Tel. : 01 40 36 41 46 | [contact@plateforme-palestine.org](mailto:contact@plateforme-palestine.org) | [www.plateforme-palestine.org](http://www.plateforme-palestine.org)

**MEMBRES :** Amani // Artisans du Monde (Fédération) // Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) // Association France Palestine Solidarité (AFPS) // Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) // Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) // Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (Ceméa) Cimade // Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) // Comité Catholique contre la Faïm et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire) // Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP) // Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO) // Comité Gaza Jérusalem Méditerranée // Enfants Réseau Monde/ Services (ERM/SERVICES) // Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT) // La Forge // Génération Palestine - Jeunes d'Europe pour le Droit, la Paix et la Solidarité // Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen (LDH) // Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL) // Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) // Mouvement de la Paix // Mouvement International de la Réconciliation (MIR) // Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN) // Pax Christi France // Secours Catholique - Caritas France // Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI) // Terre des Hommes France // Union Juive Française pour la Paix (UJFP) **MEMBRES OBSERVATEURS :** Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-France) // Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (AEDH) // Amnesty International France // Association "Pour Jérusalem" Association française de soutien aux réfugiés du Liban (Afran Saurel) // Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) // Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine // Fédération Nationale des Francas Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC) // Handicap International // Médecins du Monde - France (MDM-France) // Première Urgence Internationale (PUI) // Réseau d'information pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO)